



Conseil économique  
et social

Distr.  
GENERALE

E/ICEF/1989/8  
13 janvier 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UNICEF

1989

1989

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Session de 1989

POUR INFORMATION

EVOLUTION DES PROGRAMMES DANS LA REGION DE L'ASIE DE L'EST  
ET DU PAKISTAN

Le présent document donne un aperçu de la coopération de l'UNICEF dans la région de l'Asie de l'Est et du Pakistan au cours de l'année 1988.

Le bureau régional de l'UNICEF a la responsabilité de la coopération de cet organisme dans les pays et territoires suivants : Bangladesh, Birmanie, Brunéi Darussalam, territoire de Hong-kong, Indonésie, Kampuchea démocratique, Malaisie, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et pays du Pacifique.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA REGION .....	1 - 11	3
A. Principaux événements politiques .....	2 - 4	3
B. Tendances économiques .....	5 - 8	4
C. Catastrophes naturelles et environnement .....	9 - 11	5
II. ETAT D'AVANCEMENT ET TENDANCES DES PROGRAMMES .....	12 - 45	6
A. Priorités dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant .....	12 - 22	6
B. Nutrition .....	23 - 26	9
C. Activités féminines .....	27 - 31	10
D. Services en milieu urbain et enfants dans une situation particulièrement difficile .....	32 - 34	12
E. Education et développement des jeunes enfants .....	35 - 43	13
F. Financement complémentaire .....	44 - 45	15
III. SERVICES REGIONAUX .....	46 - 75	16
A. Stratégies en faveur des enfants pour les années 90	46 - 47	16
B. Planification et programmation .....	48 - 54	16
C. Administration, personnel et finances .....	55 - 58	18
D. Services régionaux de nutrition .....	59 - 60	18
E. Services consultatifs en milieu urbain.....	61	19
F. Fournitures .....	62 - 64	19
G. Relations extérieures .....	65 - 70	19
H. Coopération interinstitutions .....	71 - 75	20

## I. TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA REGION

1. Comme on le prévoyait dans le rapport de l'année dernière, les difficultés économiques et politiques et les catastrophes naturelles qu'a connues la région en 1988 ont eu des répercussions considérables et diverses sur la situation des femmes et des enfants et sur la capacité des gouvernements à assurer la prestation de services.

### A. Principaux événements politiques

2. Plusieurs pays ont continué d'être affectés par l'instabilité politique qui a perturbé la région au cours des trois dernières années. Aux Philippines, toutefois, l'année a été relativement calme. Les négociations relatives à l'accord de renouvellement du bail pour le maintien des bases américaines dans le pays ont été tout aussi importantes sur le plan international que national pour ce qui est de l'équilibre des forces dans la région. La République de Corée a accueilli les 24<sup>e</sup> jeux Olympiques et a prouvé ainsi au monde entier les remarquables réalisations qu'elle a accomplies sur les plans économique et social. Le Parlement thaïlandais a été constitutionnellement dissous en avril. A la suite des élections qui ont eu lieu en juillet et de la réforme des pouvoirs que détenait la coalition, le Premier Ministre a dû démissionner après huit ans de règne et de développement économique et social sans précédent et céder la place à un premier ministre élu, le premier depuis 1976.

3. Au Pakistan, le Président Zia Ul Haq a péri dans un accident d'avion en août. Des élections constitutionnelles démocratiques ont eu lieu en novembre, portant au pouvoir un gouvernement dirigé par Mme Benazir Bhutto. La présence de réfugiés afghans à la frontière a continué de faire peser un fardeau supplémentaire sur le pays, bien que l'on ait commencé à prendre des dispositions en vue de leur rapatriement progressif, lors du début du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan vers le milieu de l'année. En Birmanie, M. U Ne Win a démissionné après 26 ans de pouvoir, mais la population a immédiatement manifesté dans les rues de Rangoon et dans d'autres villes contre son successeur, et l'armée est intervenue. En septembre, après la démission de trois gouvernements successifs en trois mois, l'armée s'est emparé du pouvoir. En Malaisie, la coalition au pouvoir a été déclarée illégale et le Ministre de la justice a été démis de ses fonctions. Le gouvernement de coalition installé en Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis un an a été remplacé en juillet, à la suite d'une motion de censure parlementaire.

4. On n'est toujours pas parvenu à un règlement au Kampuchea, mais le dialogue s'est poursuivi entre tous les groupements politiques khmers, en particulier lors de la Réunion informelle de Jakarta en août, à laquelle ont également participé le Viet Nam et des représentants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Tout en restant politiquement actif, le Prince Sihanouk a démissionné de son poste de dirigeant de la coalition gouvernementale reconnue par l'Organisation des Nations Unies. De nouveaux pourparlers engagés en novembre à Paris avec M. Hun Sen n'ont une fois de plus pas abouti, bien que cela marque - fait encourageant - la poursuite des contacts entre les deux groupes kampuchéens.

## B. Tendances économiques

5. La plupart des pays de la région ont enregistré en 1987 et au cours de la première moitié de 1988 des résultats inférieurs aux objectifs fixés dans leurs plans. Un certain nombre de pays ont, toutefois, fait des progrès remarquables. Il y a eu une croissance de 11,1 % en 1987 et une prévision de 10 % de croissance pour 1988 en République de Corée, pays qui a également réussi à majorer certains salaires tout en finançant le coût des jeux Olympiques. L'on s'attend toutefois à ce que ces facteurs contribuent au déclin du taux de croissance de 1989. La Thaïlande a enregistré un taux de croissance sans précédent de près de 10 %, ce qui lui a permis de lancer un certain nombre d'initiatives différentes, notamment le projet "Esan Kiew", destiné à irriguer le nord-est, où vivent la plupart des populations pauvres, et d'examiner la possibilité d'accroître le service de la dette afin de régler sa dette extérieure avant l'échéance. En Malaisie, la reprise de l'activité économique a été spectaculaire, le taux de croissance étant passé de 1,2 % en 1986 à 4,7 % en 1987. L'économie des Philippines s'est aussi développée considérablement à un taux de 6,8 % au cours des six premiers mois de 1988, contre 5,7 % en 1987. Au Pakistan, un taux de croissance soutenu de 5,8 %, dû en grande partie à une amélioration des récoltes cotonnières, a constitué un indicateur de bonne performance. Toutefois, des disparités au niveau de la répartition des revenus continuent de prévaloir dans ces pays, de sorte que le développement des taux de croissance économique ne se traduise pas nécessairement par une amélioration de la qualité de la vie pour la majorité des populations.

6. Malgré la chute des cours du pétrole, l'Indonésie a enregistré un taux de croissance de 4,2 % au cours de l'année budgétaire 1987/88, ce qui a notamment amené le Groupe intergouvernemental sur l'Indonésie à prendre la décision d'accroître pour 1988/89 l'assistance étrangère de 26 %, portant ainsi le total à 4 milliards 50 millions de dollars. Il y aura selon les projections un accroissement des parts budgétaires précédemment réduites pour le développement de la santé et de l'éducation, respectivement de 35 et de 48 %. Cependant, bien que le coefficient du service de la dette ait baissé, passant à environ 34 % des exportations, le total de la dette devrait atteindre 51,3 milliards pendant l'année budgétaire en cours, ce qui n'est pas de nature à faciliter la réalisation du taux de croissance annuel de 5 à 6 % jugé nécessaire par la Banque mondiale pour absorber les 1,7 million de travailleurs additionnels arrivant chaque année sur le marché de l'emploi.

7. Parmi les pays à faible revenu de la région, la République démocratique populaire lao, le Kampuchea et le Viet Nam continuent d'être en proie à des difficultés économiques caractérisées par des problèmes monétaires, de change et de réserve. Toutefois, dans les deux derniers pays au moins, les effets de la réforme économique ont quelque peu réduit la pression. En Birmanie, la série d'événements mentionnés dans le rapport précédent, à savoir la diminution graduelle de la production pétrolière, la spéculation, les coupures régulières en matière d'approvisionnement, la démonétisation et autres mesures, aggravés par les troubles politiques de cette année, ont conduit le pays plus que jamais au bord de la faillite. Les inondations qui ont dévasté le Bangladesh en septembre auront probablement des effets préjudiciables sur le taux de croissance déjà faible

de 2,6 % enregistré par ce pays. Celui-ci continue d'avoir du mal à utiliser pleinement les ressources dont il dispose en raison des goulets d'étranglement dans son système bancaire qui disposerait de liquidités excédentaires.

8. La dette extérieure et, dans une grande mesure, le service de la dette continuent de croître sans cesse dans toute la région. Les chiffres dont on dispose actuellement sont de 51,3 milliards de dollars pour l'Indonésie, 12,4 milliards de dollars pour le Pakistan (dette publique uniquement), 28,9 milliards de dollars pour les Philippines, et 15,1 milliards de dollars pour la Thaïlande, soit au total plus de 100 milliards de dollars pour ces quatre pays seulement. Aux Philippines, cela s'est traduit par un doublement de l'allocation de 21 % du produit national brut (PNB) initialement prévu dans le plan de développement national. Dans l'ensemble de la région, la situation se traduira probablement par une réduction des fonds disponibles pour les services sociaux, par conséquent pour les femmes et les enfants, ce qui rend plus que jamais actuelle et pressante la notion d'ajustement à visage humain.

#### C. Catastrophes naturelles et environnement

9. Plusieurs pays ont une fois de plus été victimes de catastrophes naturelles, en particulier ceux qui étaient le moins préparés à résister aux assauts de la nature. Les inondations au Bangladesh ont été les pires enregistrées dans l'histoire de ce pays, 37 millions de personnes ayant été victimes de cette catastrophe. La sécheresse au Pakistan a détruit les cultures de blé tandis que les typhons et les ouragans aux Philippines et au Viet Nam ont aggravé les problèmes des populations les plus pauvres.

10. La vulnérabilité accrue de ces pays et d'autres pays de la région a mis nombre d'entre eux dans une situation telle que les efforts ardues déployés pour développer les infrastructures dont ils ont grandement besoin sont annihilés en quelques jours par la nature et par le peu de respect des populations pour l'équilibre écologique. Ainsi, dans plusieurs pays, une part de plus en plus grande de l'activité de l'UNICEF est une fois de plus consacrée à la reconstruction, freinant par moments le flux normal des activités de développement.

11. Toutes les catastrophes ne sont pas d'origine naturelle, des pratiques culturelles, sociales, économiques et parfois écologiques contribuant également à la fragilité de certains pays de la région. Il est désormais impérieux de coordonner les efforts pour tenir compte de considérations écologiques dans les aspects matériels et sociaux des programmes financés par l'UNICEF.

## II. ETAT D'AVANCEMENT ET TENDANCES DES PROGRAMMES

### A. Priorités dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant

#### Etat d'avancement de l'immunisation universelle des enfants

12. Tous les pays de la région ont enregistré des progrès remarquables sur la voie de la réalisation de l'objectif de l'immunisation universelle des enfants d'ici à 1990. Selon les renseignements communiqués, les taux d'immunisation ont rapidement augmenté en Indonésie, au Pakistan et aux Philippines et il apparaît clairement que la République populaire démocratique de Corée, la Malaisie, la République de Corée et la Thaïlande atteindront ces objectifs avant même la fin de 1990. Des efforts particuliers sont actuellement déployés dans le cadre global des soins de santé primaires, visant à élaborer aux niveaux national, régional et local des plans d'action en vue d'accélérer les taux d'immunisation dans plusieurs pays de la région où ils sont actuellement faibles. On cherche de plus en plus à améliorer l'accès et la couverture dans des zones rurales et urbaines non desservies et à réduire les taux de vaccinations interrompues entre la première et la troisième dose de diphtérie, de tétanos et de coqueluche et de vaccin antipoliomyélitique (buccal).

13. On trouvera dans le tableau ci-dessous les pourcentages actuels de vaccination des femmes enceintes et des enfants âgés de moins d'un an dans 12 pays de la région.

Pays <u>a/</u>	Année	BCG <u>b/</u>	DTC <u>c/</u>	Vaccin antipolio- myélitique buccal <u>d/</u>	Rougeole	Anatoxine tétanique 2 <u>e/</u>
Bangladesh	Juillet 1987- juin 1988	20	14	14	10	10
Birmanie	1987	51	26	9	16	28
Indonésie <u>f/</u>	1987	76	64	65	57	30
Kampuchea	1987	54	37	35	54	3
Malaisie	1987	96	68	68	50	48
Pakistan	1987	77	65	65	50	27
Papouasie- Nouvelle-Guinée	1987	70	41	41	35	23
Philippines	1987	92	73	73	68	29
République populaire démocratique de Corée	1987	69	62	70	35	-
République démocratique populaire lao	1987	60	28	28	33	19
Thaïlande	Juin 1987- mai 1988	98	81	80	61	65
Viet Nam	1987	59	54	51	41	8

a/ Chiffres extraits du rapport annuel de l'UNICEF pour 1988 (sauf ceux du Kampuchea et de la République démocratique populaire lao qui proviennent du rapport sur l'état d'avancement de l'immunisation universelle des enfants.

b/ Vaccin antituberculeux.

c/ Trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

d/ Trois doses de vaccin antipoliomyélitique.

e/ Deux doses d'anatoxine tétanique.

f/ Pour les enfants âgés de trois à 14 mois.

14. Au Bangladesh, l'accent a été mis en particulier au cours de l'année écoulée sur la réalisation de l'objectif de l'immunisation universelle des enfants, ce qui a permis entre janvier et mai 1988 de doubler les chiffres par rapport à la même période en 1987. Les graves inondations ont cependant constitué un terrible handicap.

15. L'Indonésie prévoit d'atteindre l'objectif de l'immunisation universelle d'ici à mars 1990. En fait, l'objectif du programme élargi de vaccination a déjà été réalisé à 65 %, grâce à des progrès accomplis dans la mobilisation sociale et communautaire. Les taux de vaccination élevés enregistrés en 1987 ont été maintenus à l'issue du programme de santé accéléré au Pakistan, et dans certaines provinces, le taux de vaccination s'est considérablement accru. Aux Philippines, les taux de vaccination ont augmenté en 1988 dans les zones rurales ainsi que dans de nombreuses villes où ils étaient précédemment bas. Le Département de la santé, s'inspirant de l'expérience de la province de Negros, a organisé à Bacolod City, à l'intention du personnel sanitaire des autres provinces, un séminaire au cours duquel un projet de programme sur la mobilisation sociale en faveur du programme élargi de vaccination a été adopté aux fins d'application dans tout le pays.

16. La Birmanie, le Kampuchea, la République démocratique populaire lao, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam auront besoin d'un soutien spécial l'année prochaine pour améliorer leur taux de vaccination. La République démocratique populaire lao s'est concentrée sur les plans d'action du programme élargi de vaccination qui mettent l'accent sur la mobilisation sociale et le Viet Nam compte accroître le taux d'immunisation dans certaines régions d'ici à 1990, mais la Birmanie et le Kampuchea risquent notamment de voir leurs progrès ralentis.

#### Lutte contre les maladies diarrhéiques

17. Les maladies diarrhéiques continuent d'être au nombre des principales causes de morbidité et de mortalité pour tous les âges, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans. La plupart des pays de la région ont créé des programmes nationaux de lutte contre les maladies diarrhéiques, et certains comme le Pakistan, les Philippines et le Viet Nam, ont entrepris de réévaluer les programmes existants et établi des plans portant sur plusieurs années dans ce domaine.

18. Les Philippines ont, dans leur plan, élargi la notion de lutte contre les maladies diarrhéiques en y intégrant des éléments comme l'allaitement au sein, la vaccination contre la rougeole, la nutrition infantile, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. En fonction des résultats de trois projets pilotes lancés en 1988, le plan pourrait être étendu à l'ensemble du pays entre 1989 et 1992.

19. Au Viet Nam, les plans de lutte contre les maladies diarrhéiques ont été révisés pour permettre d'accélérer l'expansion géographique du programme, afin que 85 % des enfants âgés de moins de 5 ans puissent en bénéficier d'ici à 1991. On prévoit de porter la production locale de sachets de sels de réhydratation par voie buccale qui est actuellement de 1,5 million à 6,1 millions d'ici à 1991, ce qui permettrait de satisfaire l'ensemble des besoins.



20. En Indonésie, l'importance de la lutte contre les maladies diarrhéiques, en tant que moyen permettant d'assurer la survie et un meilleur développement de l'enfant, commence à être davantage mise en évidence puisque l'accent est placé plus particulièrement dans le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement sur la promotion sanitaire. Cette stratégie est particulièrement cruciale pour réduire la morbidité causée par les maladies diarrhéiques et parasitaires. A cette fin, l'UNICEF a préconisé d'intégrer les informations sur la survie et le développement de l'enfant et la santé dans les programmes de formation des agents chargés de l'exécution de projets nationaux (techniciens de l'assainissement) et dans les programmes d'initiation à la participation communautaire pour les volontaires des collectivités.

21. Après quelques années de retard, la production locale de sels de réhydratation par voie buccale de la Birmanie a enfin atteint son niveau optimal entre janvier et juin 1988, soit 3,1 millions de sachets (125 % de l'objectif fixé pour le milieu de l'année), dont 2,4 millions ont été distribués dans tout le pays. La production a cependant été arrêtée au début du mois d'août à cause des troubles et ne redémarrera vraisemblablement pas avant l'année prochaine.

22. Les maladies diarrhéiques sont associées dans 30 à 50 % des cas aux décès des enfants de moins de 5 ans dans les pays des îles du Pacifique. C'est pourquoi on place davantage l'accent sur la prévention de la morbidité et de la mortalité résultant des maladies diarrhéiques. La distribution de sels de réhydratation par voie buccale et la promotion de la thérapie de réhydratation par voie buccale continuent d'être une stratégie régionale. Le taux d'utilisation de cette thérapie dans le traitement des maladies diarrhéiques chez les enfants varie de 60 % (Samoa occidentales) à 75 % (Vanuatu). Le niveau de connaissances et de compétences des agents sanitaires dans le traitement des diarrhées est également élevé. L'incidence des diarrhées est toutefois très marquée (deux épisodes par enfant et par an aux Samoa occidentales; 2,4 à Tonga; 2,8 aux îles Salomon; 3,3 à Vanuatu et 5,2 à Kiribati) et compte tenu du taux de mortalité élevé, la nécessité d'intégrer des programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques basés sur des recherches pratiques destinées à expliquer les schémas de mortalité et de morbidité observés, se fait clairement sentir.

## B. Nutrition

23. Les interventions nutritionnelles dans le cadre du système de soins de santé primaires se sont poursuivies dans la région. L'activité prédominante a été la surveillance nutritionnelle liée au contrôle de la croissance que l'on a tenté d'instituer. L'impact a été considérable en Indonésie et en Thaïlande. En Indonésie, 93 % des villages de 11 provinces prioritaires, et 66 % de 16 autres provinces ont bénéficié de cette activité. Le programme de la Thaïlande a couvert 97 % des villages. Bien que la portée du programme se soit considérablement accrue, tout le pays n'est pas encore couvert. Environ 2,4 millions d'enfants thaïlandais font l'objet de cette surveillance tous les trimestres, et en Indonésie, 199 000 posyandu (postes de services intégrés) desservent tous les mois 11 millions d'enfants.

24. La lutte contre les maladies dues aux carences en iode a fait l'objet d'une attention accrue et l'iodation du sel constitue la principale stratégie à long terme. Des usines d'iodation ont été créées en République démocratique populaire lao et au Viet Nam où des activités de formation ont été menées, tandis que l'Indonésie a interdit, par décret ministériel, la vente de sel non iodé dans 27 provinces où les maladies dues à des carences en iode sont endémiques. L'administration d'huile iodée comme supplément diététique à court terme, bien que coûteuse, est aussi largement répandue. En Birmanie et en Thaïlande, le remplacement des injections par des capsules est à l'étude.

25. Les programmes de production alimentaire familiale se sont poursuivis dans la plupart des pays. Au Kampuchea et au Viet Nam, ils sont encouragés dans le cadre de la stratégie agricole nationale. Dans ces deux pays, les comités de producteurs se sont multipliés et renforcés et permettent l'échange de données d'expérience et de semences. La question de la viabilité demeure posée, mais la réaction a été positive dans plusieurs endroits; par exemple, un district au Viet Nam a signalé que 60 % des familles cultivaient un jardin potager et aux Philippines, 51 % des familles dans la province de Negros participaient activement à ce programme.

26. Les activités de lutte contre les carences en vitamine A se sont poursuivies dans de nombreux pays par le biais d'études, de programmes de formation et à des campagnes de distribution de capsules. Des programmes de formation et des études sur l'épidémiologie de l'anémie ont été exécutés en Thaïlande et au Viet Nam. La plupart des pays ont continué à distribuer du fer et de l'acide folique en tant que supplément diététique dans le cadre de leurs programmes de santé maternelle et infantile.

### C. Activités féminines

27. Dans de nombreux pays de la région, l'UNICEF a, en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG), financé des programmes en faveur de la femme concernant par exemple la formation technique, des activités rémunératrices et l'alphabétisation.

#### Formation technique

28. Des programmes de formation concernant le programme élargi de vaccination, l'éducation sanitaire, la nutrition et le développement de l'enfant ont été organisés en République démocratique populaire lao et au Kampuchea à l'intention d'animatrices. Les ateliers de couture créés au Kampuchea ont suscité beaucoup d'intérêt. Au Viet Nam, l'Union des femmes a aidé à promouvoir un programme d'initiation à la maternité qui portait sur la puériculture, la saine procréation, l'allaitement au sein et la planification familiale. Un film vidéo a été produit pour illustrer les cours de formation. En Indonésie, 80 000 femmes ont été sensibilisées aux besoins de leurs enfants en matière d'immunisation, de santé et d'hygiène. Plus de 9 000 responsables de groupes de femmes ne possédant pas de terres et 785 femmes employées de banque et responsables de projets ont reçu une formation d'encadrement au titre du projet de la Bangladesh Grameen Bank. Au Pakistan, des cours de formation ont été organisés à l'intention des femmes dans des domaines divers, tels que la gestion à Islamabad, la construction et

l'utilisation de foyers améliorés au Penjab et la couture et la broderie dans la province située à la frontière nord-ouest. Un cours de broderie à la machine d'une durée de cinq mois a été organisé dans une province de la République de Corée à l'intention de femmes à faibles revenus. Une formation en matière de soins infirmiers à domicile a également été organisée en coopération avec une ONG locale.

#### Activités rémunératrices

29. La priorité a été donnée en Indonésie aux activités rémunératrices par le biais d'un projet d'octroi de crédits bancaires qui couvre tous les districts financés par l'UNICEF et toutes les provinces bénéficiant d'une assistance de la Banque mondiale. De nombreux projets rémunérateurs comme le petit élevage collectif, la sériciculture, le tissage de la soie et la culture de jardins potagers, ont été lancés au Kampuchea par l'Association nationale des femmes. Au Bangladesh, 26 ONG financées par l'UNICEF ont créé des fonds autorenouvelables pour appuyer des activités rémunératrices et octroyer des crédits aux femmes démunies. On fera appel à l'épargne pour améliorer la santé et la nutrition des femmes et des enfants.

#### Promotion de l'alphabétisation chez les femmes

30. De nombreux pays ont continué à combattre l'analphabétisme chez les femmes. Au Bangladesh, l'enseignement de type non classique a permis aux femmes à faibles revenus qui bénéficient de ces projets de prendre davantage conscience de l'importance de la santé et de la nutrition. Au Kampuchea, 25 000 brochures sont publiées tous les mois à l'intention de semi-alphabètes sur la santé, la nutrition, l'agriculture, le développement de l'enfant, etc., et distribués dans les communes par l'Association des femmes pour être utilisées dans les classes d'alphabétisation des adultes et dans les réunions des femmes. Ces brochures permettent de toucher plus d'un million de lectrices puisque 10 familles se partagent chaque exemplaire. L'UNICEF a coopéré au programme d'alphabétisation des filles et des femmes dans des districts de cinq provinces et dans des quartiers pauvres de sept villes d'Indonésie. La priorité a été donnée aux filles qui quittent l'école primaire et aux femmes analphabètes appartenant aux groupes ayant les revenus les plus faibles. Des centres de lecture ont été créés dans les villages où ils sont assidûment fréquentés. Des femmes responsables ont été formées pour superviser des activités de projet. Au Pakistan, l'alphabétisation fonctionnelle a permis de promouvoir l'éducation des femmes; c'est ainsi par exemple que dans les régions du nord, un ensemble de matériels didactiques a été mis au point pour les femmes et les enfants semi-alphabètes.

#### Soutien accordé à des organisations non gouvernementales

31. Pour compléter les activités susmentionnées, un soutien a été accordé à de nombreuses ONG. Au Bangladesh, où des centres de production de latrines ont été créés par deux ONG, des femmes ont été initiées à cette production, et des liens établis entre le Gouvernement et les ONG pour promouvoir la fourniture de services de base intégrés aux femmes et aux enfants déshérités. Au Viet Nam, des contacts ont été noués avec la publication nationale des femmes et d'autres périodiques en vue de promouvoir la mobilisation sociale de celles-ci.

D. Services en milieu urbain et enfants dans une situation particulièrement difficile

Problèmes urbains

32. Deux aspects de la croissance urbaine rapide dans la région ont continué de retenir l'attention. Dans tous les pays, les taux de croissance de la population urbaine sont deux fois supérieurs aux taux de croissance de la population nationale, de sorte que la totalité de la croissance démographique nationale se réalise dans les zones urbaines. Pour l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, pays où la croissance urbaine est due à l'expansion rapide de l'industrialisation et de l'emploi dans le secteur des services dans les villes, il existe généralement des ressources pour résoudre les problèmes éventuels. Mais au Bangladesh et aux Philippines où l'urbanisation résulte des problèmes qui se posent dans les zones rurales tels que les conflits armés, les inondations, la pénurie de terres ou la surpopulation, l'accroissement de la population urbaine constitue un problème très difficile à résoudre.

33. Le remplacement de la stratégie classique par la stratégie des services de base est considéré comme étant d'importance cruciale. L'évaluation des programmes de services de base en milieu urbain a été achevée au Bangladesh, en Indonésie, au Pakistan et en Thaïlande. Il s'agissait de la première année de coopération dans le domaine des services de base en milieu urbain avec deux nouveaux partenaires nationaux : la Commission présidentielle chargée de la question des pauvres des zones urbaines aux Philippines et le Ministère de l'administration locale et du développement rural au Pakistan. Les projets en milieu urbain ont été placés dans un contexte institutionnel plus clair dans les deux cas. Dans plusieurs pays, la participation de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement a contribué à susciter un plus vif intérêt pour la participation communautaire et les incidences institutionnelles de l'endettement pour l'exécution de projets en zone urbaine.

Enfants dans une situation particulièrement difficile

34. En février 1988, le National Youth Bureau de la Thaïlande a organisé une conférence régionale sur les enfants faisant l'objet de mauvais traitements, parrainée par l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail (OIT), et des ONG internationales. Pour donner suite aux recommandations adoptées lors de cette conférence, les réseaux régionaux pour les enfants qui travaillent et les enfants de la rue sont élargis et des projets spéciaux élaborés aux Philippines et en Thaïlande. La Malaisie, le Pakistan, les Philippines, la République de Corée et la Thaïlande organisent tous des réunions nationales sur des questions concernant les enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile. Cependant, plusieurs pays n'ont pas encore évalué l'ampleur du problème et ne sont donc pas prêts à entreprendre des programmes dans ce domaine.

E. Education et développement des jeunes enfants

35. Il y a encore beaucoup à faire avant que tous les pays de la région ne puissent atteindre l'objectif de l'éducation primaire obligatoire et de l'alphabétisation. Un certain nombre de pays tels que la Malaisie, les Philippines, la République démocratique de Corée, la République de Corée et la Thaïlande ont déjà enregistré des résultats tangibles, mais les autres pays se heurtent encore à de graves problèmes. Au Bangladesh, bien qu'on ait enregistré au cours de la décennie 1978-1988 un accroissement approximatif de 40 % du nombre absolu d'élèves inscrits, soit à peine l'équivalent de l'expansion démographique, le nombre total d'élèves inscrits se situe autour de 60 %. Au Viet Nam, la détérioration de la situation économique a obligé de nombreux enfants à quitter l'école et à travailler pour aider leur famille. Ainsi, dans le groupe d'âge de 6 à 11 ans, 72,5 % seulement sont inscrits dans un établissement dispensant un enseignement général de base. Dans le groupe d'âge de 12 à 15 ans, ce chiffre tombe à 39 %. Au Kampuchea toutefois, des efforts importants ont été faits dans le domaine de l'enseignement primaire de sorte que tous les enfants de 6 à 10 ans vont à l'école. Et pourtant, seulement 30 % environ de ceux qui ont achevé le premier cycle ont actuellement la possibilité de poursuivre leurs études. Néanmoins, le Gouvernement est décidé à élargir les deux premiers niveaux d'enseignement pour en faire bénéficier tous les enfants appartenant aux groupes d'âge approprié d'ici à 1995.

36. L'un des principaux éléments de l'assistance de l'UNICEF dans la région a été l'élaboration des programmes d'enseignement. Au Pakistan, cet élément qui porte sur le contenu, la supervision, le contrôle, les méthodes d'enseignement, le matériel pédagogique, le contrôle des connaissances et l'environnement scolaire constitue actuellement l'aspect essentiel de l'aide dans ce domaine. Au Viet Nam, l'aide a été orientée vers la mise au point du programme dit "des 100 semaines" qui est fondé en partie sur les résultats de l'expérience des cours du soir. Ce programme sera introduit en 1988-1989 pour les deux premières années de l'enseignement primaire. Au Kampuchea, une priorité particulière a été accordée à l'enseignement des matières pratiques. Au Bangladesh, l'élaboration des programmes d'enseignement pourrait se développer très rapidement dans la mesure où le travail a déjà été achevé pour les classes I à V et l'on s'attend à ce que le programme soit exécuté en 1989. En Thaïlande, où il y a déjà eu une réforme globale du programme d'enseignement, une nouvelle initiative est en cours pour introduire dans les programmes d'enseignement de l'école primaire des informations sur les droits des enfants par le biais de jeux et de textes spécialement conçus. Ces méthodes ont été testées en 1988 dans 1 418 écoles, dans 11 des 72 provinces du pays.

37. Dans des pays tels que le Bangladesh, le Kampuchea et la République démocratique populaire lao, l'UNICEF apporte une assistance concrète sous la forme d'un appui à la production d'un plus grand nombre de manuels de lecture et de matériel didactique. Les 500 000 manuels ou jeux de matériel produits au Kampuchea représentent une augmentation de 250 % par rapport à l'année dernière, tandis qu'au Bangladesh, 12,7 millions de jeux ont été imprimés. Ce pays a également produit près de 1 million d'exemplaires de livres du maître, grâce à l'assistance apportée par le Gouvernement belge et l'Organisme norvégien de développement international (NORAD).

38. Dans certains pays, l'UNICEF doit se consacrer à la rénovation et à l'expansion des infrastructures scolaires et préscolaires. Tel est le cas en Birmanie où l'amélioration de l'enseignement primaire continue d'être le programme le plus important. Bien que les activités scolaires aient été paralysées depuis juillet en raison de la situation politique, le programme n'en a pas moins progressé considérablement au cours du premier semestre. Au 30 juin, la construction de 255 bâtiments d'écoles primaires avait été achevée, soit une augmentation de 600 % par rapport aux 44 bâtiments achevés au cours de toute la période 1982-1986. Les matériaux nécessaires pour la construction de 651 autres écoles avaient déjà été stockés dans le pays, mais le bureau de l'UNICEF a dû consacrer ses moyens (gestion et logistique) à des activités beaucoup plus pressantes. La rénovation des infrastructures a également été un élément important de l'assistance de l'UNICEF au Kampuchea, à la République démocratique populaire lao et au Viet Nam; dans ces pays, une attention particulière a été accordée à la mise en place d'infrastructures pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

39. L'aide fournie pour l'amélioration de la gestion et de la supervision du système d'enseignement n'est pas toujours considérée comme aussi importante que d'autres formes d'interventions plus concrètes. Néanmoins, au Bangladesh comme au Kampuchea, de sérieux efforts ont été faits pour soutenir les mesures prises en vue d'améliorer les capacités en matière de gestion. Ainsi, au Bangladesh 110 000 responsables communautaires (présidents des comités de gestion des écoles et des associations de parents d'élèves et d'enseignants) ont été informés des faits nouveaux intervenus dans le domaine de l'enseignement primaire. Au Pakistan, qui a bénéficié pour l'enseignement en 1988 d'une assistance d'un montant total de 400 millions de dollars, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, l'Agency for International Development des Etats-Unis et la Banque mondiale ont créé un groupe de donateurs pour le secteur de l'éducation, chaque donateur ayant la possibilité de choisir le domaine sur lequel les efforts seront axés.

40. Afin d'avoir une incidence vraiment positive sur l'éducation des enfants, tous les aspects des ressources utilisées doivent être examinés. Par exemple, l'augmentation du nombre d'élèves par enseignant ne pourra que réduire les effets positifs des autres améliorations. Tel est le cas au Bangladesh où le nombre d'enseignants n'a augmenté que de 4 % alors qu'au cours des 10 dernières années l'augmentation du nombre d'élèves inscrits a été de 40 %. L'aide de l'UNICEF pour la formation des enseignants, notamment sous forme de programmes d'enseignement, de locaux, de matériel didactique et autres éléments constitue donc une importante activité au Bangladesh ainsi qu'au Kampuchea, au Pakistan et au Viet Nam.

41. Malgré tous ces efforts, une proportion considérable d'enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés. L'éducation de type non classique est par conséquent devenue une nécessité impérieuse pour les enfants non scolarisés et l'UNICEF a constamment soutenu ces initiatives. Au Bangladesh, l'accent a été mis essentiellement sur l'amélioration de l'alphabétisation des femmes comme cela avait été indiqué précédemment. En Birmanie, 12 nouvelles écoles du soir de niveau primaire ont été créées. Au Pakistan, il est prévu de développer des programmes d'éducation de type non classique en collaboration avec des ONG. En Indonésie, le

programme intéressant quelque 483 000 illettrés et 224 madrasah (écoles islamiques d'enseignement primaire) a atteint en 1988 50 % environ de l'objectif portant sur cinq ans.

42. Les activités d'éveil des jeunes enfants ont continué de progresser du fait qu'elles constituent un élément important de l'assistance dans presque tous les pays de la région. Entreprises en Malaisie, aux Philippines et en République de Corée, ces activités ont maintenant été organisées au sein de la communauté et de la famille en Indonésie et en Thaïlande, tandis que dans des pays comme le Bangladesh, le Kampuchea et le Viet Nam, des dispositions sont prises à cet égard en corrélation avec le développement des infrastructures de l'enseignement primaire.

43. En République populaire démocratique de Corée, l'UNICEF a aidé à promouvoir la formation des enseignants du niveau préscolaire, s'agissant en particulier de l'utilisation des techniques audio-visuelles en classe. Le Fonds a envoyé un représentant à une conférence sur la participation des parents à l'éducation des jeunes enfants, organisée par le Council for Early Childhood Education and Services de Hong-kong qui a présenté la question et a également profité de l'occasion pour s'entretenir à ce sujet avec les pouvoirs publics et les milieux professionnels du territoire.

#### F. Financement complémentaire

44. En décembre 1988, des fonds complémentaires d'un montant total de près de 24 millions de dollars avaient été annoncés par 21 donateurs pour 10 programmes nationaux dans la région. Avec 7,5 millions de dollars (dont 2,3 millions de dollars pour la situation d'urgence créée par les inondations), le Bangladesh a bénéficié du financement le plus élevé pour les engagements au titre de programmes, suivi de l'Indonésie (5,8 millions de dollars), des Philippines (4,7 millions de dollars), de la Birmanie (3,1 millions de dollars, dont près de 1 million de dollars pour la situation d'urgence) et du Kampuchea (2,6 millions de dollars). Les projets ayant bénéficié d'un financement complémentaire étaient essentiellement dans les domaines de la santé (immunisation universelle des enfants, lutte contre les maladies diarrhéiques, soins de santé primaires et prévention des invalidités), de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de la nutrition ainsi que des projets concernant les enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile.

45. Les principaux donateurs étaient les suivants : le Gouvernement suédois qui a donné plus de 4,7 millions de dollars pour des projets concernant le programme élargi de vaccination, la nutrition, l'approvisionnement en eau, l'enseignement et les femmes au Bangladesh et au Kampuchea; le Gouvernement australien qui a donné plus de 2,8 millions de dollars pour des projets concernant le programme élargi de vaccination, les soins de santé primaires, les troubles liés à la déficience iodique et des projets concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Indonésie, au Kampuchea et au Viet Nam; le Gouvernement canadien qui a donné plus 3,4 millions de dollars pour des projets intégrés de services de base aux Philippines; le Gouvernement suisse qui a donné plus de 3 020 000 dollars pour des projets concernant la nutrition en Indonésie; le Comité japonais pour l'UNICEF qui a donné plus de 1,5 million de dollars pour des projets concernant la santé,

l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans plusieurs pays; et le Rotary International qui a donné près de 2,4 millions de dollars pour des projets concernant la santé.

### III. SERVICES REGIONAUX

#### A. Stratégies en faveur des enfants pour les années 90

46. Au seuil de la dernière décennie du siècle et du deuxième millénaire, l'UNICEF a entrepris l'élaboration des stratégies qui orienteront ses activités au cours des années 90. Associé à ces efforts, le bureau régional pour le Pakistan et l'Asie orientale a préparé deux projets de documents de travail proposant une politique d'assistance globale et un plus grand nombre d'options stratégiques. Sur la base de ces documents, le Directeur régional et l'Administrateur principal chargé de la planification régionale ont participé à une réunion préparatoire sur les stratégies pour les années 90 tenue en septembre 1988 au siège de l'UNICEF.

47. Un consultant externe a effectué une étude sur le rôle et le fonctionnement du bureau régional pour le Pakistan et l'Asie orientale et la mesure dans laquelle il a répondu aux attentes des bureaux nationaux de la région. L'étude qui reprenait les conclusions de la réunion régionale de février sur le processus de programmation nationale, à savoir que le siège du bureau régional devrait être maintenu dans la région, a ensuite été présentée à la réunion du Comité de l'examen et de la planification du budget tenue à Singapour en octobre/novembre. L'analyse et les conclusions de l'étude revêtent donc une pertinence particulière pour tous ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires pour que le bureau régional soit en mesure de soutenir efficacement les stratégies futures pour les années 90.

#### B. Planification et programmation

48. La réunion régionale, qui a examiné les expériences acquises en matière d'élaboration de programmes nationaux, s'est tenue en février à Chiang Mai (Thaïlande). Y ont participé, au niveau de la région, le Directeur régional et des représentants de l'UNICEF ainsi que des administrateurs et conseillers principaux chargés de la planification et de la programmation. Y ont également participé des représentants de deux bureaux nationaux de la région de l'Asie centrale du Sud, du bureau de l'UNICEF en Chine et du siège à New York. Les participants ont passé en revue un certain nombre de questions liées au processus de programmation nationale, notamment la raison d'être de l'ensemble du processus et l'expérience acquise en matière d'élaboration d'analyses de situation, de documents sur les stratégies de propositions concernant les programmes et projets, de recommandations pour les programmes nationaux, etc. La question de la gestion de l'exercice de programmation nationale a également été abordée, notamment la nature et le calendrier des consultations et séries d'examens nécessaires ainsi que l'importante question du maintien d'une étroite coopération avec les gouvernements respectifs. Le siège de l'UNICEF examine déjà certaines des recommandations formulées à la réunion dans le cadre des efforts visant à rationaliser le processus de programmation nationale en vue d'une plus grande efficacité.



49. Au cours de l'année considérée, le bureau régional a aidé la République populaire démocratique de Corée, le Kampuchea, la Malaisie et la Thaïlande à élaborer leurs programmes nationaux. Il les a en outre conseillés à la fois sur des questions thématiques (nutrition et urbanisme) et méthodologiques (planification, surveillance et évaluation). Le bureau régional a également aidé l'Indonésie à élaborer un rapport d'analyse de situation qu'elle présentera au Conseil d'administration à sa session de 1990. Des missions se sont rendues aux îles Marshall et à Tonga pour intégrer les techniques de calcul des taux de mortalité infantile et d'autres indicateurs sociaux aux prochaines séries de recensements qui seront effectuées dans la région.

50. Les activités de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations techniques visant à faciliter le processus de prise de décisions se sont poursuivies. Les publications du bureau régional sur le développement des jeunes enfants, les enfants dans la région de l'ANASE, les services en faveur des collectivités, les soins de santé primaires dans les zones urbaines, etc., ont connu un tel succès qu'il a fallu dans certains cas les réimprimer.

51. L'UNICEF a également financé des voyages d'étude destinés à promouvoir la diffusion de données d'expérience dans la région. Au total, 53 hauts fonctionnaires de huit pays ont pu obtenir des informations sur des programmes concernant le terrain au sujet de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la nutrition, les femmes, les enfants des rues, les taudis urbains, les enfants handicapés, le développement des enfants et les soins infantiles, la promotion de l'hygiène, l'enseignement de type classique et non classique et la lutte contre le goître. Trois autres voyages d'études interrégionaux sont prévus pour le début de 1989.

52. Le bureau régional n'avait pas pu jouer pleinement son rôle consultatif en 1988 en raison de la démission du conseiller en soins de santé primaires et de la vacance du poste de conseiller en matière de communications pour l'appui au programme. Le bureau a néanmoins participé activement à plusieurs grandes réunions organisées par le siège de l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies, ce qui lui a permis de mieux coordonner les activités concernant la nutrition, la gestion de l'information, les soins de santé primaires, le programme élargi de vaccination, les enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile, les ressources humaines, les problèmes des femmes, etc.

53. Après le lancement en 1988 d'un certain nombre de programmes nationaux, le bureau régional a abordé un domaine plus nouveau en fournissant un appui à la gestion pour l'exécution de programmes nationaux, en particulier au Pakistan et aux Philippines. Cet appui était axé sur la formation à la gestion et a amené dans certains cas à proposer une nouvelle répartition des responsabilités des bureaux nationaux en fonction des besoins des nouveaux programmes nationaux. Cette restructuration a entraîné dans plusieurs cas une modification de la composition des effectifs qui a été présentée au Comité de l'examen et de la planification du budget lors de sa réunion en octobre/novembre.

54. Les bureaux nationaux ont également bénéficié d'une assistance en ce qui concerne la rationalisation et l'application des techniques de contrôle essentielles pour accroître l'efficacité des nouveaux programmes. L'amélioration des techniques de contrôle devrait permettre de mieux évaluer les résultats passés et d'établir les analyses de situation de manière plus rigoureuse et plus précise.

#### C. Administration, personnel et finances

55. Le bureau régional a pu, avec l'arrivée d'un administrateur principal du personnel, renforcer son appui aux services de gestion. Cet appui a été fourni en particulier lors de missions effectuées à Dhaka, Hanoi, Islamabad, Manille, Phnom Penh, Rangoon, Seoul, Sydney et Vientiane, pour le classement des emplois, l'enquête sur les salaires, la préparation du budget, l'examen des questions de personnel et la réorganisation des structures des bureaux.

56. Par ailleurs, une formation a été dispensée au bureau régional à des fonctionnaires venus de Beijing, Hanoi, Islamabad, Jakarta et Rangoon. A la fin de 1988, cette formation représentait environ 10 semaines-personnes. Le programme de formation est à présent bien organisé et pourrait être développé à l'avenir.

57. Le bureau régional a continué, comme par le passé, à fournir des services aux bureaux nationaux pour les déplacements, les achats de fournitures, l'entretien, les transports et l'enregistrement, en particulier lors de crises comme celle survenue en août, lorsque les fonctionnaires et leurs familles ont dû être évacués de Birmanie.

58. Dans le cadre de la modernisation des services internes, plusieurs systèmes (bordereaux, personnel, matériel durable, inventaire et opération Cartes de vœux, etc.) ont été informatisés à l'aide de micro-ordinateurs Wang VS. Les bases de données seront bientôt accessibles à tous les services du bureau et à d'autres bureaux équipés de micro-ordinateurs Wang VS qui pourront également utiliser les mêmes systèmes.

#### D. Services régionaux de nutrition

59. Des missions envoyées en Birmanie, en République populaire démocratique de Corée, en Indonésie, en République démocratique populaire lao, aux Philippines et au Viet Nam ont fourni des services consultatifs pour les programmes en cours. Les programmes du Kampuchea et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également bénéficié de ces services par correspondance et par le biais d'entretiens avec des fonctionnaires venus à Bangkok. Une mission spéciale d'urgence envoyée au Bangladesh a formulé des avis au sujet des mesures à prendre après les inondations.

60. Des journées d'étude régionales portant sur le problème de l'intégration des systèmes de surveillance alimentaire nutritionnelle aux programmes appropriés de lutte contre la misère ont eu lieu en Indonésie en août. Des fonctionnaires nationaux et des fonctionnaires de l'UNICEF travaillant en Birmanie, en Chine, en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam ont échangé leur expérience en la matière.

### E. Services consultatifs en milieu urbain

61. Les journées d'étude régionales prévues sur les services urbains n'ont pu avoir lieu car le conseiller régional a dû consacrer de plus en plus de temps aux activités concernant les enfants qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Des missions consultatives ont néanmoins été effectuées au Bangladesh (évaluation), au Pakistan (élaboration de programmes), en Indonésie (examen à mi-parcours), aux Philippines (évaluation de l'exécution) et en Thaïlande (analyse de situation et élaboration de programmes). Le conseiller a participé, en outre, à des réunions régionales et interrégionales sur le financement des services en milieu urbain au Centre des Nations Unies pour le développement régional à Nagoya, sur les mauvais traitements et la négligence dont souffrent les enfants à Bangkok et à Rio de Janeiro, sur le programme élargi de vaccination à Jakarta, sur la participation communautaire au Centre pour le développement de l'Asie et du Pacifique à Kuala Lumpur et sur les soins de santé primaires et le programme élargi de vaccination au siège de l'UNICEF à New York.

### F. Fournitures

62. Le volume de travail de la section chargée de fournitures et de l'appui logistique s'est considérablement accru au cours de l'année écoulée tant du point de vue de la valeur des commandes passées que du volume des expéditions. L'accroissement de la valeur est en partie dû à l'achat et à la livraison d'articles au Centre d'emballage et d'emmagasinage de l'UNICEF à Copenhague ainsi qu'aux achats effectués pour des pays non situés dans la région. Cela découle naturellement de la capacité de plus en plus grande de la région à fabriquer des articles industriels et des produits de consommation.

63. La responsabilité des achats à l'étranger en République de Corée a été temporairement transférée à Copenhague en vue de réduire le volume de travail et d'aider à compenser la perte du poste du fonctionnaire chargé des achats. Les modifications intervenues dans le tableau d'effectifs se sont accompagnées d'un net accroissement de l'utilisation d'ordinateurs, en particulier pour la comptabilité des demandes de fonds et de matériel ainsi que pour la tabulation des soumissions.

64. La diminution des effectifs a conduit cette année à restreindre les visites aux bureaux nationaux de l'UNICEF et à des activités de soutien comme la formation. Toutefois, en plus d'activités de transport maritime et l'appui logistique de routine assurées pour le compte de programmes de l'UNICEF au Kampuchea et en République démocratique populaire lao, le bureau national de la Birmanie a bénéficié en septembre d'un soutien important sous la forme de médicaments acheminés par avion, dans le cadre de secours d'urgence.

### G. Relations extérieures

65. L'ampleur nouvelle des activités de plaidoyer, tant en ce qui concerne le nombre des personnes ainsi atteintes que leur impact, dans de nombreux pays de la région, reflète une plus grande intégration des multiples aspects des relations extérieures dans les opérations nationales de l'UNICEF. Bien des efforts ont été déployés par les gouvernements et les ONG à l'appui de la campagne internationale

en faveur de l'adoption d'un projet de convention sur les droits de l'enfant et de l'adaptation de la documentation intitulée "Facts for Life" aux réalités nationales. Il est également encourageant de noter qu'une plus grande attention a été accordée à la question des enfants qui travaillent ou qui se trouvent dans une situation difficile.

66. Certains pays, dont le Bangladesh et les Philippines, ont accompli des progrès considérables sur divers fronts grâce à la mobilisation sociale et à de nombreux partenaires. La nécessité d'élaborer des stratégies locales a poussé plusieurs bureaux nationaux à organiser des stages de formation sur la question.

67. Le colloque de Jakarta organisé en 1987 à l'intention des parlementaires de l'ANASE a été suivi de réunions nationales d'information aux Philippines et en Thaïlande. On s'emploie actuellement à obtenir que les parlementaires participent plus activement à l'élaboration du projet de convention sur les droits de l'enfant et préconisent un ajustement à visage humain.

68. Le projet de formation de trois ans de la Fondation asiatique de la presse relatif à la communication financé par le Gouvernement norvégien, qui devait s'achever au début de 1989, a particulièrement aidé l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande dans leurs activités de plaidoyer et leurs efforts de mobilisation. Un atelier organisé à l'intention de spécialistes des arts graphiques a permis d'exposer pour la première fois, à des caricaturistes venus de nombreux pays de la région, les problèmes liés à la survie et au développement de l'enfant.

69. Les relations avec les comités nationaux pour l'UNICEF ont continué à se raffermir au cours de l'année, grâce au financement de projets, de voyages d'étude et de visites de journalistes ainsi qu'à la session extraordinaire consacrée à l'Asie lors de la réunion de Copenhague. Les résultats des visites effectuées dans plusieurs pays de la région par les ambassadeurs itinérants Tetsuko Kuroyanagi, Richard Attenborough et Peter Ustinov ont contribué à renforcer le soutien en faveur des activités pour la survie et le développement de l'enfant.

70. Les ventes de cartes de vœux ont augmenté dans la plupart des pays, mais plus spectaculairement dans le territoire de Hong-kong, où le Comité pour l'UNICEF créé il y a trois ans, a accru ses ventes de cartes de 500 %, les faisant passer de 60 000 en 1986 à plus de 300 000 en 1987.

#### H. Coopération interinstitutions

71. En 1988, l'UNICEF a participé aussi bien à la quarante-quatrième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en avril qui a adopté le Plan d'action de Jakarta sur la mise en valeur des ressources humaines, qu'à la réunion du Comité interministériel sur la population et le développement social en novembre. Le Fonds a régulièrement participé aux réunions des groupes spéciaux interinstitutions organisées par la CESAP sur des questions comme le rôle de la femme dans le développement, les activités de la jeunesse, la prévention de l'incapacité, le développement rural intégré et les ressources humaines. L'UNICEF a collaboré au bulletin d'information de la CESAP sur le réseau d'informations des femmes pour l'Asie et le Pacifique et "Momentum" (activités de jeunesse).

/...

72. L'UNICEF a participé à la réunion du groupe de réflexion sur l'Asie et le Pacifique organisée par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en février 1988 à Chiang Mai et au colloque sur les jeunes en milieu rural en Asie et dans le Pacifique organisé par la FAO à l'occasion de la huitième Journée mondiale de l'alimentation en octobre.

73. L'UNICEF a participé à plusieurs réunions interinstitutions sur la prévention de l'incapacité organisées par la CESAP dans le cadre d'un échange d'informations sur les activités en cours et de discussions sur les programmes futurs que pourraient entreprendre les organisations qui participent à ces réunions. Par ailleurs, un document sur les activités de l'UNICEF dans le domaine de la prévention des incapacités et de la rééducation, mettant l'accent en particulier sur la survie et le développement de l'enfant, a été présenté au Disabled People's International Asia-Pacific Leadership Training Seminar tenu à Bangkok en août/septembre.

74. L'International Baby Food Action Network de Penang (Malaisie) a obtenu des fonds pour financer la recherche et la publication de versions mises à jour (1988) de tableaux indiquant les pays et sociétés qui adhèrent au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Les tableaux ont par la suite été envoyés au Bureau sous-régional pour l'Asie orientale et le Pakistan, au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, au Bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale et au siège à New York, ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la santé à Genève. De nombreux bureaux nationaux ont demandé à recevoir d'autres exemplaires. L'Organisation internationale des unions de consommateurs, dont le bureau se trouve également à Penang, a reçu des fonds pour effectuer des travaux de recherche sur l'usage inapproprié de médicaments pour enfants dans cinq pays (Inde, Malaisie, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande). Le rapport sur les conclusions est presque achevé.

75. L'UNICEF a continué à collaborer avec le Centre de formation de l'ANASE en matière de soins de santé primaires à l'Université de Mahidol (Thaïlande), à son cours annuel sur la planification et la gestion de la santé et du développement et avec l'Asia-Pacific University Consortium for Public Health, s'agissant notamment du financement et de l'organisation du colloque de fin d'année intitulé "Reaching the unreached" tenu à Jakarta.

-----